

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/001 Assemblées / Modification des statuts de la Communauté d'agglomération**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	53	5	58	58	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

**2023/001****ASSEMBLÉES / MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**Rapporteur : Le Président Thomas Fromentin

Vu l'article L5211-20 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique créant l'article L5211-4-4 dans le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L5211-5 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 47 « enrichir la décision politique, dynamiser la démocratie locale et rapprocher les citoyens de L'agglo », action 111 « renforcer la communication sur l'action de L'agglo » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 41 « apporter aux communes des services ressources dans leurs missions de service public et mutualiser du matériel technique », action 94 « mettre en place des services supports pour accompagner les communes dans leurs missions de service public » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 42 « faciliter l'accès aux services pour tous les habitants », action 96 « mettre en place une maison France services » ;

Considérant la réponse ministérielle du 8 décembre 2016 relative à la dénomination des établissements publics de coopération intercommunale ;

Considérant que pour améliorer la communication il est proposé que le nom usuel de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes soit : L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant qu'à travers le réseau France services, l'État propose un nouveau modèle d'accès aux services publics pour les habitants du territoire et plus particulièrement ceux éloignés du numérique ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes s'inscrit dans ce dispositif en ouvrant une France services à Varilhes, permettant ainsi aux habitants d'accéder aux services publics en étant accueillis dans un lieu unique, à proximité de chez eux, par des agents formés pour les accompagner dans leurs démarches en ligne du quotidien ;

Considérant la nécessité d'afficher expressément dans les statuts la participation à une convention France services et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2020 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Considérant la disposition ajoutée par la loi « engagement et proximité » ci-dessus mentionnée tendant à permettre aux établissements publics de coopération intercommunale de porter des commandes publiques même si ces derniers n'ont pas pour eux-mêmes un besoin à satisfaire, une commande à prévoir ;

Considérant que la loi engagement et proximité n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 a supprimé la notion de compétences optionnelles pour les communautés d'agglomération qui exercent donc désormais de droit un bloc de compétences obligatoires listées à l'article L5216-5 du CGCT, auxquelles peuvent être ajoutées des compétences supplémentaires ;

Considérant qu'à compter de la notification de la délibération du conseil communautaire relative à la modification des statuts, au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée ;

Considérant qu'à défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable ;

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

- Article 1 :** **APPROUVE** les modifications statutaires telles que présentées dans le document joint.
- Article 2 :** **PRÉCISE** que la présente délibération sera notifiée au maire de chacune des communes membres qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée.
- Article 3 :** **INDIQUE** que la décision de modification est prise par arrêté du représentant l'État dans le département.
- Article 4 :** **AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à informer la préfecture de l'Ariège et solliciter la modification statutaire par arrêté préfectoral, et à prendre toute disposition concourant.

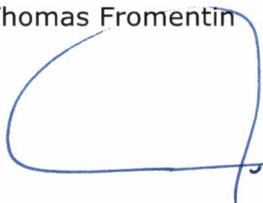
Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

# Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes

## Statuts (projet de modification)

### Article 1 - Dénomination

Le nom usuel de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes est : **L'agglo Foix-Varilhes.**

### Article 2 - Communes membres

L'agglo Foix-Varilhes est composée de 42 communes : Arabaux, Artix, Baulou, Bénac, Le Bosc, Brassac, Burret, Calzan, Cazaux, Celles, Cos, Coussa, Crampagna, Dalou, Ferrières-sur-Ariège, Foix, Ganac, Gudas, l'Herm, Loubens, Loubières, Malléon, Montégut Plantaurel, Montgailhard, Montoulieu, Pradières, Prayols, Rieux-de-Pelleport, Saint-Bauzeil, Saint-Félix-de-Rieutord, Saint-Jean-de-Verges, Saint-Martin-de-Caralp, Saint-Paul-de-Jarrat, Saint-Pierre-de-Rivière, Ségura, Serres-sur-Arget, Varilhes, Ventenac, Soula, Vernajoul, Verniolle, Vira.

### Article 3 - Sièges

Le siège de L'agglo Foix-Varilhes est fixé à Foix (09000), au 1A – avenue du Général de Gaulle.

### Article 4 - Durée

L'agglo Foix-Varilhes est constituée pour une durée illimitée.

### Article 5 – Compétences

Conformément à l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales, L'agglo Foix-Varilhes exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

#### 1. En matière de développement économique :

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du code général des collectivités territoriales.
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

#### 2. En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur.
- Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme.
- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

#### 3. En matière d'équilibre social de l'habitat :

- Programme local de l'habitat.
- Politique du logement d'intérêt communautaire.
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat.
- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

#### 4. En matière de politique de la ville :

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville.
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance.
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

#### 5. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- Défense contre les inondations et contre la mer.
- Protection de restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

#### 6. En matière d'accueil des gens du voyage :

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

#### 7. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

#### 8. Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

#### 9. Eau.

#### 10. Gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 du code général des collectivités territoriales.

#### 11. Elaboration d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

L'agglomération Foix-Varilhes exerce par ailleurs les compétences suivantes, en application de l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales :

12. Création ou aménagement et entretien de **voirie** d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de **parcs de stationnement** d'intérêt communautaire.
13. Construction, aménagement, entretien et gestion d'**équipements culturels et sportifs** d'intérêt communautaire.
14. **Action sociale** d'intérêt communautaire.
15. Participation à une convention **France Services** et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

L'agglomération Foix-Varilhes exerce en outre, les compétences suivantes :

**16. Protection et mise en valeur de l'environnement :**

- Mise en œuvre d'actions et soutien à des organismes mettant en œuvre des actions de protection et de mise en valeur de l'environnement à rayonnement intercommunal.
- Aménagement et entretien des sentiers de randonnée à rayonnement intercommunal.
- Gestion forestière dans le cadre de l'adhésion au syndicat de l'Artillac.

**17. Gestion des centres de secours et d'incendie :** participation au service départemental d'incendie et de secours.

**18. Développement culturel :** mise en œuvre d'actions et soutien à des organismes mettant en œuvre des actions à rayonnement intercommunal.

**19. Développement sportif :** mise en œuvre d'actions et soutien à des organismes mettant en œuvre des actions à rayonnement intercommunal.

Par ailleurs, au titre de l'article L5211-4-4 du code général des collectivités territoriales L'agglomération Foix-Varilhes peut mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement de commande lorsque celui-ci est constitué entre les communes membres de L'agglomération Foix-Varilhes ou entre ces mêmes communes et L'agglomération Foix-Varilhes.

## **Article 6 - Intérêt communautaire**

Lorsque l'exercice des compétences mentionnées à l'article 5 est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est défini à la majorité des deux tiers par le conseil communautaire.

## **Article 7 - Conseil communautaire**

Le nombre et la répartition des sièges sont fixés par arrêté préfectoral.

## **Article 8 - Bureau communautaire**

Le bureau de L'agglomération Foix-Varilhes est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres.

## **Article 9 - Président**

Le président de L'agglomération Foix-Varilhes est l'organe exécutif de la communauté :

- Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes.
- Il représente la communauté devant les différentes juridictions.
- Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, une partie de ses fonctions aux vice-présidents.
- Il peut donner, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, au directeur général des services techniques, au directeur des services techniques et aux responsables de services (article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales).

## **Article 10 - Règlement intérieur**

Le conseil communautaire adopte un règlement intérieur précisant, notamment, les conditions de fonctionnement du bureau, de la présidence, des commissions et des différentes instances exécutives et délibératives de L'agglo Foix-Varilhes.

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de L'agglo Foix-Varilhes ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

## **Article 11 – Dispositions financières**

Les recettes de L'agglo Foix-Varilhes comprennent :

- Les ressources fiscales.
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles de la communauté d'agglomération.
- Les sommes que la communauté d'agglomération reçoit des administrations publiques, des entreprises, des associations, des particuliers, en échange du service rendu.
- Les subventions et dotations de l'Union européenne, de l'Etat, de la région, du département, des communes, et de tout autre organisme.
- Le produit des dons et legs.
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés.
- Le produit des emprunts.
- Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 233-64 du code général des collectivités territoriales.

## **Article 12 – Transfert de personnel**

En application de l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétences des communes à la communauté d'agglomération entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent la totalité de leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré sont transférés à la communauté d'agglomération, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs, et conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable.

## **Article 13 – Transfert de biens, droits et obligations**

En application de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétences entraîne de plein droit le transfert à la communauté d'agglomération de l'ensemble des biens, droits et obligations, ainsi que l'intégralité de l'actif et du passif des communes membres.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la communauté d'agglomération. Cette substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

## **Article 14 – Modifications statutaires**

Les statuts de L'agglo Foix-Varilhes peuvent être modifiés dans les conditions prévues aux articles L. 5211-17 à 20 du code général des collectivités territoriales.

L'agglo Foix-Varilhes pourra exercer, par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté d'agglomération, toute autre compétence que les communes souhaiteraient lui confier.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/002 Assemblée / Désignation de quatre délégués suite à l'adhésion de L'agglomération Foix-Varilhes au SMDEA pour les compétences eau et assainissement des eaux usées pour le territoire de la commune de Varilhes**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	53	5	58	56	0	2

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tarnié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

**2023/002****Assemblée / Désignation de quatre délégués suite à l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes au SMDEA pour les compétences eau et assainissement des eaux usées pour le territoire de la commune de Varilhes**

Rapporteur : Le Président Thomas Fromentin

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et son instruction ministérielle INTB1822718J du 28 août 2018 ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

Vu l'article L.5216-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui stipule que la communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, tout ou partie des compétences « eau », « assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 » et « gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 » à l'une de ses communes membres ;

Vu l'article L.5216-5 du CGCT qui précise que lorsqu'une commune demande à bénéficier d'une de ces délégations, « le conseil de la communauté d'agglomération statue sur cette demande dans un délai de trois mois et motive tout refus éventuel » ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2020-004 du 8 janvier 2020 approuvant la délégation de la compétence « eau » à la commune de Varilhes pour une durée de trois ans (1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2020-005 du 8 janvier 2020 approuvant la délégation de la compétence « assainissement des eaux usées » à la commune de Varilhes pour une durée de trois ans (1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022) ;

Vu la demande formulée par la commune de Varilhes, en date du 24 janvier 2022, sollicitant le renouvellement des conventions de délégation « eau » et « assainissement des eaux usées » pour une durée de trois années, soit jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022-49 du 13 avril 2022 refusant la délégation des compétences « eau » et « assainissement des eaux usées » à la commune de Varilhes au terme des conventions en cours, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2022 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022-121 du 19 octobre 2022 approuvant l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes au syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement (SMDEA) pour les compétences eau et assainissement des eaux usées pour le territoire de la commune de Varilhes ;

Vu les statuts du SMDEA ;

L'assemblée générale est constituée de délégués des membres. Chaque commune est représentée de la façon suivante :

Nombre d'habitants de la commune	Nombre de délégués	Nombre de voix
0 à 499	1	1 voix
500 à 1 499	2	4 voix
1 500 à 3 499	3	6 voix
3 500 à 5 000	4	12 voix
Supérieur à 5 000	5	15 voix

Les intercommunalités adhérentes sont représentées au prorata des communes membres et en application des dispositions de l'alinéa précédent, de façon à ce que le nombre de

représentants de l'intercommunalité soit égal au nombre de représentants des communes membres si elles étaient considérées isolément.

Il est rappelé que le SMDEA est un syndicat mixte ouvert, n'étant pas constitué exclusivement de communes et d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5721-2 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Il est par ailleurs rappelé que la loi n'impose pas pour les syndicats mixtes ouverts une désignation au scrutin secret. Les statuts du SMDEA ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est proposé, sous réserve d'unanimité du conseil, de procéder à ces désignations au scrutin public.

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant qu'il convient de procéder à la nomination de quatre délégués titulaires représentant L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

- Conseillers présents ou représentés :
- Suffrages exprimés :
- Suffrages obtenus par les candidats :

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ  
2 abstentions**

**Chloé Dallidet, Marcel Lopez**

**DÉSIGNE** quatre délégués titulaires représentant L'agglo Foix-Varilhes au SMDEA :

- Patrick Eychenne
- Philippe Fabry
- Nicole Mouchague
- Julie Van Molle

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/003 Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire de L'agglomération Foix-Varilhes au Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	57	0	2

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/003**

### **Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire de L'agglomération Foix-Varilhes au Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel**

Rapporteur : Le Président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu les statuts du Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel (Smectom) ;

Vu la démission de Claude Lenoir (commune d'Artix) du mandat de délégué titulaire représentant L'agglomération Foix-Varilhes au Smectom en date du 14 novembre 2022 ;

Il est rappelé que le Smectom est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un représentant titulaire au Smectom ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

- Conseillers présents ou représentés :
- Suffrages exprimés :
- Suffrages obtenus par le candidat :

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ 2 abstentions**

**Chloé Dallidet, Marcel Lopez**

**DÉSIGNE** un délégué titulaire représentant L'agglomération Foix-Varilhes au Smectom :

- Michel Péruga

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/004 Assemblées / Modification de la composition des commissions thématiques Économie, Finances et Habitat - Politique de la Ville - Gens du voyage**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/004**

### **Assemblées / Modification de la composition des commissions thématiques Économie, Finances et Habitat - Politique de la Ville - Gens du voyage**

Rapporteur : Le Président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2121-22, L. 5211-1 et L5211-40-1 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération n° 2021/069 du 29 juillet 2020 créant 12 commissions thématiques intercommunales ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 modifiant le règlement intérieur des instances institutionnelles adopté par délibération n° 2020/123 du 16 décembre 2020 ;

Vu la délibération n° 2021/128 du 10 novembre 2021 relative au renouvellement des membres des commissions thématiques intercommunales ;

Considérant que la capacité maximale des commissions a été fixée à 35 ;

Considérant les places vacantes au sein des commissions Économie, Finances et Habitat - Politique de la ville - Gens du voyage suite à la démission de Fabien Collin du conseil municipal de Foix le 8 novembre 2022 ;

Considérant que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations (article L2121-21 du CGCT) ;

Il est proposé de procéder à l'élection :

- D'un membre au sein de la commission Économie
- D'un membre au sein de la commission Finances
- D'un membre au sein de la commission Habitat - Politique de la ville - Gens du voyage

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

- Conseillers présents ou représentés :
- Suffrages exprimés :
- Suffrages obtenus par le candidat :

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**DÉSIGNE** un membre au sein des commissions thématiques :

Commission Économie :

- Dominique Masset

Commission Finances :

- Dominique Masset

Commission Habitat - Politique de la ville - Gens du voyage :

- Dominique Masset

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/005 Finances / Partage du produit du versement mobilité entre le budget principal et le budget annexe mobilité**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraves (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba

Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié

Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes

Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus

Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.



**2023/005****Finances / Partage du produit du versement mobilité entre le budget principal et le budget annexe mobilité**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public ;

Vu les articles L.2333-64 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations du conseil communautaire n° 2022/030 du 23 mars 2022 désignant le délégataire de service public pour l'exploitation du service de transport urbain, et n°2022/138 du 19 octobre 2022 portant avenant n°1 à la convention ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022/031 du 23 mars 2022 instaurant le versement mobilité à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;

Considérant que le versement mobilité a vocation à financer l'ensemble des actions menées par L'agglo Foix-Varilhes en matière de mobilités (hors transport scolaire), qu'elles soient retracées dans le budget annexe mobilité (nouveau réseau de transport urbain de voyageurs) ou dans le budget principal de L'agglo (notamment le plan vélo) ;

Considérant en conséquence que le produit du versement mobilité devra être réparti entre le budget principal et le budget annexe mobilité, afin *a minima* de couvrir le besoin de financement de la délégation de service public, le surplus étant affecté aux actions de mobilité retracées au budget principal ;

Considérant que le contrat de délégation de service public de transport urbain prévoit le versement d'une contribution financière forfaitaire annuelle de 1 164 616 € pour 2023, hors contribution économique territoriale, taxe sur les salaires, actualisation, ajustement et révision ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **PRESCRIT** la répartition du produit fiscal de versement mobilité entre le budget annexe mobilité et le budget principal.

**Article 2 :** **PRESCRIT** que le versement mobilité sera attribué au budget annexe jusqu'à couverture de la contribution financière forfaitaire, soit 97 051 € mensuels, le surplus étant attribué au budget principal.

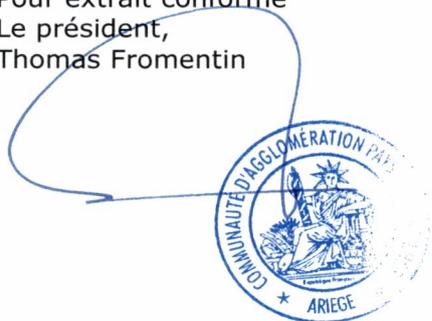
**Article 3 :** **PRÉCISE** qu'un ajustement de cette répartition sera réalisée en fin d'exercice 2023, au vu du produit fiscal définitif de versement mobilité et du coût effectif de la délégation de service public.

**Article 4 :** **AUTORISE** le président à signer tout document en vue de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/006 Finances / Budget principal - avance de trésorerie au budget annexe mobilité**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabilhot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/006**

### **Finances / Budget principal - avance de trésorerie au budget annexe mobilité**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public ;

Vu les articles L.1412-1, L.2221-1 et R.2221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022/031 du 23 mars 2022 instaurant le versement mobilité à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;

Considérant que le service mobilité, service public industriel et commercial de transport de personnes, a été érigé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en régie dotée de l'autonomie financière, et soumis aux règles de l'instruction budgétaire et comptable M43 ;

Considérant que dès lors, ce budget ne fait plus caisse commune avec le budget principal de L'agglo Foix-Varilhes et doit disposer d'une trésorerie positive en tout temps ;

Considérant que le service a vocation à être financé par le produit du versement mobilité, instauré concomitamment avec le nouveau réseau de transport urbain à l'été 2022 ;

Considérant toutefois que, en attente d'être stabilisé, le produit de versement mobilité mensuel est à ce jour insuffisant pour financer la contribution financière au délégataire de service public ; que des actions de recouvrement du versement mobilité sont actuellement menées par les Urssaf, et devraient aboutir en cours d'année ;

Considérant ainsi que le versement d'une avance s'avère nécessaire, du budget principal de L'agglo Foix-Varilhes au profit du budget annexe mobilité ;

Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le versement d'une avance de trésorerie pour 2023 d'un montant de 200 000 €, qui pourra être versée et remboursée en plusieurs fois, dans la limite du montant maximum annuel délibéré, selon les besoins de trésorerie constatés.

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **AUTORISE** le versement d'une avance de trésorerie, pour 2023, du budget principal vers le budget annexe mobilité de 200 000 €.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à signer tout document en vue de l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :** **PRÉCISE** qu'il s'agit d'une opération non budgétaire.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/007 Finances / Attribution de subventions aux associations et organismes œuvrant dans le cadre intercommunal – soutien à l'Adacfa**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	54	1	4

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.



**2023/007**

**Finances / Attribution de subventions aux associations et organismes œuvrant dans le cadre intercommunal – soutien à l'Adacfa**

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération n° 2022/140 du conseil communautaire en date du 16 novembre 2022 déclarant d'intérêt communautaire le centre culturel Olivier Carol, avec pour conséquence l'adhésion par représentation-substitution de la commune de Foix à l'Association pour le développement culturel de Foix et de l'Ariège (Adacfa), notamment en ce qui concerne le soutien logistique et financier à cette association porteuse de l'Estive Scène nationale ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée entre la Drac, la Région Occitanie, le Département de l'Ariège, la Commune de Foix et l'Adacfa précisant les engagements des différentes parties, conclue pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Vu la convention de soutien signée entre la Commune de Foix et l'Adacfa en date du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de quatre ans précisant les modalités du soutien financier et logistique apporté par la commune à l'Adacfa ;

Vu l'article L1612 du CGCT, autorisant le mandatement des dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ;

Considérant qu'en conséquence du transfert du centre culturel Olivier Carol de la commune à L'agglo Foix-Varilhes, entraînant l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes à l'Adacfa, il appartient au conseil communautaire de délibérer sur le versement de la subvention annuelle à l'association, d'un montant de 214 000 € conformément aux termes des deux conventions susvisées ;

Considérant que le montant de la subvention est identique à celui versé les années antérieures par la Commune de Foix, et que ce montant fait donc l'objet d'une retenue sur attribution de compensation de la commune ;

*Thomas Fromentin, Marine Bordes et Colette Lagarde-Authié ne prennent pas part au vote.*

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A LA MAJORITÉ**

**1 contre** (Alain Garnier)

**4 abstentions**

(Marine Bordes, Thomas Fromentin, Yves Marcerou, Colette Lagarde-Authié)

**Article 1 :** **ATTRIBUE** une subvention de 214 000 € à l'Adacfa dans le cadre du soutien à la scène nationale l'Estive.

**Article 2 :** **PRÉCISE** que cette subvention fera l'objet d'un versement par douzième à l'association.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération ainsi que toute annexe et à prendre toute disposition y concourant

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



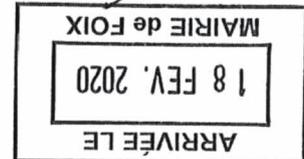
Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.



Ville de Foix  
Ariège - Pyrénées

## CONVENTION DE SOUTIEN

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ACTION  
CULTURELS DE FOIX ET DE L'ARIEGE - ADACFA



### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de FOIX représentée par son Maire, Norbert MELER, en exécution d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 décembre 2019,

*ET,*

L'Association pour le Développement et l'Action Culturels de Foix et de l'Ariège (ADACFA), représentée par son Président, Jean-Claude TORRECILIAS,

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1

#### OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est le soutien par la Commune de toutes les actions de l'ADACFA qui, conformes aux dispositions statutaires de celle-ci et à ses projets, concourent au développement culturel de la Ville.

#### ARTICLE 2

#### DÉFINITION DES ACTIONS

L'ADACFA a pour but de contrôler la gestion matérielle et financière de la Scène Nationale de Foix et de l'Ariège dans l'accomplissement des missions au service du public qui lui sont confiées par l'Etat, la Ville de Foix et le Département de l'Ariège :

- s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, dans le domaine de la culture contemporaine,
- organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création contemporaine,
- participer dans son aire d'implantation (voire dans le Département et la Région) à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.

## ARTICLE 3

### OBLIGATION DE L'ASSOCIATION

#### 1. Obligations générales

L'association s'engage à mettre en œuvre les moyens en personnels et matériels nécessaires aux actions désignées à l'article précédent et à recenser tous les partenariats utiles avec les personnes publiques (Etat, Département de l'Ariège, Région Midi-Pyrénées, Union Européenne, etc.) et privées.

#### 2. Obligations légales

L'association respectera les dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité, de fiscalité et de droits sociaux propres aux actions désignées à l'article précédent.

#### 3. Responsabilité – Assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle devra conclure les contrats d'assurances relatifs aux risques de tous ordres encourus dans la mise en œuvre de ses projets.

#### 4. Contrepartie en terme de communication

L'association s'engage à faire mention de la participation de la Commune sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias.

## ARTICLE 4

### OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

#### 1. Moyens financiers

La Commune s'engage à verser à l'association une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation de ses actions culturelles mentionnées à l'article 2, pendant toute la durée d'application de la convention.

Un avenant annuel précisera le montant de la subvention attribué chaque année par décision du Conseil Municipal de la Commune, après examen du projet d'activités et du budget prévisionnel de l'association transmis à la Commune avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente.

**Pour l'année 2019, le montant de la subvention a été fixé à 214 000€.**

#### 2. Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée par douzième sur la base du montant de l'année précédente.

La régularisation sera effectuée au mois de décembre si la subvention de l'année en cours est d'un montant différent de celui de l'année précédente, ou plus tôt si une diminution de la subvention était supérieure à 1/12<sup>ème</sup>.

#### 3. Aides indirectes

##### **Mise à disposition de locaux, d'équipements et de matériels :**

La mise à disposition permanente de locaux, d'équipements et de matériels concernant la Scène Nationale et les mises à disposition ponctuelles d'autres locaux, équipements et matériels de l'espace Olivier Carol ou extérieurs à celui-ci feront le cas échéant l'objet de

conventions spécifiques.

#### **Affectation de personnels :**

La Commune affecte aux locaux de la Scène Nationale les personnels suivants :

- Gardiennage, sécurité incendie : 1 agent à temps complet.
- Nettoyement – entretien : 1 agent équivalent temps complet.
- Entretien courant : intervention d'urgence d'agents communaux qualifiés.
- Personnels SSIAP dans le cadre de l'application de la Notice de Sécurité Incendie ayant cours.

### **ARTICLE 5**

#### **CONTRÔLES EXERCÉS PAR LA COMMUNE**

##### **1. Évaluation**

La Commune se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer les résultats des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Commune tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'association s'engage à fournir, dans le mois suivant l'approbation par l'Assemblée Générale, le rapport d'activités et les comptes financiers (compte de bilan, compte de résultat) de l'année précédente.

##### **2. Documents financiers**

L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations. Elle s'assurera des services d'un expert-comptable.

Elle communiquera à la commune les bilans et comptes d'exploitation et le compte d'emploi de la subvention attribuée, au plus tard le 15 juin de l'année suivant la date d'arrêté des comptes.

Elle tiendra à la disposition de la commune les éléments financiers permettant de mesurer la bonne exploitation des activités financées.

### **ARTICLE 6**

#### **CLAUSES GÉNÉRALES**

##### **1. Durée de la convention**

La convention de soutien entre la commune et l'ADACFA, en date du 22/04/2015 est abrogée.

La présente convention est conclue pour une **durée de 4 ans à compter du 01/01/2020.**

**Un avenant déterminera chaque année le montant de l'aide financière allouée, suite à la décision du conseil municipal.**

##### **2. Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Par ailleurs, la commune se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, en cas de

non-respect de l'une des clauses de la convention ou de l'une des clauses de l'un quelconque des avenants à ladite convention dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par la commune par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans préavis en cas de faute lourde.

Dans ce cas, elle pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et demander le remboursement des acomptes déjà versés.

### 3. Caducité

La présente convention est caduque par dissolution de l'association.

## ARTICLE 7

### COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Pour l'exécution des présentes, la Commune de Foix fait élection de domicile en l'Hôtel de Ville et l'association à son siège.

En cas de litige quant à l'application de la présente convention, les deux parties s'engagent à rechercher un accord amiable. En cas d'échec, le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent

Foix, le 18/02/2020

Le président de l'ADACFA,  
Jean-Claude TORRECILIAS



Le Maire,  
Norbert MELER



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/008 Solidarités – santé / Fonds de concours pour la construction d'un centre ariégeois de soins non programmés – commune de Saint-Paul-de-Jarrat**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	50	0	9

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba

Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié

Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes

Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus

Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/008**

### **Solidarités – santé / Fonds de concours pour la construction d'un centre ariégeois de soins non programmés – commune de Saint-Paul-de-Jarrat**

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L.5216-5 VI, modifié par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui permet à aux communautés d'agglomération d'attribuer des fonds de concours à leurs communes membres ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Paul-de-Jarrat du 29 juillet 2022 portant demande de fonds de concours de L'agglomération Foix-Varilhes à hauteur de 110 000 € dans le cadre de la réalisation du projet de construction et d'aménagement d'un centre de soins non programmés sur la commune ;

Considérant que l'offre de santé et l'accès à des soins de proximité constituent un enjeu majeur d'aménagement du territoire et d'égalité pour la santé ;

Considérant le contexte de crise aiguë et persistante de la démographie médicale, marquée par la baisse du nombre de médecins généralistes en activité, les inégalités territoriales de répartition et les besoins croissants de soins médicaux et paramédicaux au regard notamment du vieillissement de la population ;

Considérant que les centres de soins non programmés (CSNP) constituent l'une des réponses aux besoins de soins ressentis par les patients comme urgents mais ne nécessitant pas une prise en charge par les services hospitaliers d'accueil des urgences. Offre de soins intermédiaire entre le cabinet libéral et la structure d'urgence plus spécialisée, les centres de soins non-programmés permettent de conjuguer fluidité, proximité, rapidité et qualité des soins. En cela, ils replacent le patient au cœur du soin et contribuent à la modernisation des services de santé.

Considérant le soutien par l'Agence régionale de santé départementale et la communauté professionnelle de santé (CPTS), la création du centre de soins non-programmés va également permettre de :

- réorganiser et fluidifier les parcours de soins non programmés,
- rationaliser et réguler les actes médicaux,
- sensibiliser la population au bon usage du système de santé,
- diminuer les présentations spontanées aux urgences,
- renforcer l'attractivité du territoire pour les jeunes médecins.

Le centre, sis à Le Carailé à Saint-Paul-de-Jarrat, sera ouvert du lundi au vendredi en journée en complémentarité avec le centre médical de nuit et week-end. Les rendez-vous seront régulés via le SAS 112.

La commune de Saint-Paul-de-Jarrat assurera la maîtrise d'ouvrage de la construction du bâtiment destiné à recevoir le centre de soins non programmés, dont le coût global s'élève à 925 804,21 €.

Il est précisé que le centre ariégeois de soins non-programmés ne relève pas du dispositif régional de soutien aux maisons de santé et aux centres de santé.

Le plan financement prévisionnel est le suivant

	Dispositif	Montant	%
Coût total		925 804,21	100
Europe	Feder	135 643,21	15
État	DETR 2023	275 000,00	29
Région		110 000,00	12
Conseil départemental de l'Ariège		110 000,00	12
L'agglo Foix-Varilhes		110 000,00	12
Total aides publiques		740 643,21	80
Autofinancement		185 161,00	20

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ  
9 abstentions**

(Gilles Baby, Denis Belard, Daniel Besnard, Véronique Rumeau, Martine Esteban, Patrick Eychenne, Nicole Mouchague, Julie Van Molle, Jean-Paul Ferré)

**Article 1 :** **APPROUVE** l'attribution un fonds de concours de 110 000 € à la Commune de Saint-Paul-de-Jarrat pour la construction d'un centre ariégeois de soins non programmés sur la commune, sous réserve de la production des pièces justificatives attestées par le comptable public.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 :** **DIT** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/009 Economie / Aide à l'immobilier d'entreprise dans le secteur « commerce de proximité » : projet d'extension à Foix par la SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos)**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	58	0	1

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/009**

### **Economie / Aide à l'immobilier d'entreprise dans le secteur « commerce de proximité » : projet d'extension à Foix par la SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos)**

Rapporteur : Michel Tartié

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération N° 2021/155 du 1er décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022 – 2028 ;

Vu la délibération n° 101 du 24 juin 2019 du Conseil départemental de l'Ariège, définissant les modalités de la délégation d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprises dans le cadre de projets de création ou de modernisation dans les secteurs de l'industrie, des services à l'industrie, de l'artisanat de production et des services de proximité ;

Considérant le dossier de demande d'aide transmis par la SARL Les Cyclos Fuxéens concernant son projet immobilier d'extension visant à maintenir et développer l'activité de réparation de motocycles ;

Considérant l'intérêt de ce projet pour le maintien de l'activité de réparation de motocycles à Foix et du nombre de création d'emplois ;

Considérant que dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises, l'assiette éligible du projet est estimée à 25 665 € ;

Considérant qu'un taux d'aide de 30 % peut-être appliqué sur l'assiette éligible ;

Considérant que L'agglomération Foix-Varilhes peut participer au financement du projet dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises à hauteur maximum de 7 700 € ;

Considérant que le Département de l'Ariège peut participer au financement du projet en complément et à parité avec L'agglomération Foix-Varilhes dans le cadre de la délégation d'octroi de l'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises à hauteur maximum de 3 850 € ;

*Nathalie Maury ne prend pas part au vote.*

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**1 abstention** (Nathalie Maury)

**Article 1 :** **PARTICIPE** au plan de financement de l'opération précitée portée par la SARL Les Cyclos Fuxéens pour un montant de 7 700 €, décomposé ainsi :

- Participation de L'agglomération Foix-Varilhes sur fonds propres : 3 850 €

- Participation du Département de l'Ariège au titre de la délégation d'octroi : 3 850 €

**Article 2 : DÉCIDE** de déléguer au Département de l'Ariège l'octroi de 50 % de cette aide en matière d'investissement immobilier des entreprises, soit une subvention maximale de 3 850 €.

**Article 3 : PRÉCISE** que dans le cas où le Département de l'Ariège n'accepterait pas cette délégation d'octroi, l'aide accordée par L'agglo Foix-Varilhes sera limitée à 3 850 €.

**Article 4 : AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 5 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

## **Convention SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos) Aide à l'immobilier d'entreprise**

Vu les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européen (TFUE) ;

Vu le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) no 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2020/146 en date du 16 décembre 2020 relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/009 en date du **1er février 2023** accordant une aide à l'immobilier d'entreprise pour le compte de la **SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos)**.

### **Entre**

L'entreprise **SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos)**, domiciliée **10B, avenue du général Leclerc 09000 Foix**,  
Représentée par **Monsieur Bertrand Dupont, gérant**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **421 814 039 00028**

### **Et**

La **communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes**, domiciliée **1A avenue du Général de Gaulle, 09000 Foix**, représentée par son Président, **Monsieur Thomas Fromentin**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **200 067 791 00018**

Il est dit et convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les principes et modalités de participation de la communauté d'agglomération aux aides à l'immobilier d'entreprise pour le compte de la **SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos)**, située au **10B, avenue du général Leclerc 09000 Foix**, pour son projet immobilier d'**extension** visant à développer l'activité de **commerce et de réparation de motocycles** à Foix.

#### ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS FINANCIERS

Au regard de l'intérêt de ce projet pour le maintien de l'activité économique de l'entreprise **SARL Les Cyclos Fuxéens (LCF motos)** et de l'impact attendu en termes de création d'emplois, la communauté d'agglomération décide d'attribuer le montant global maximal de la subvention relatif au programme d'investissement immobilier défini à l'article 1 à **7 700 €**, correspondant à un taux de **30 %** appliqué à un montant de dépenses subventionnables H.T. de **25 665 €**, soit une subvention de la communauté d'agglomération dans la limite d'un montant de **3 850 €** représentant **50 %** de la subvention globale sur la base du plan de financement prévisionnel suivant :

Dépenses H.T.		Recettes H.T.		
<b>Construction</b>	<b>25 665 €</b>	<b>L'agglo Foix-Varilhes</b>	<b>3 850 €</b>	15 %
		<b>Département de l'Ariège</b>	<b>3 850 €* </b>	15 %
		<b>Total des subventions</b>	<b>7 700 €</b>	30 %
		<b>Autofinancement</b>	<b>17 965 €</b>	70 %
<b>TOTAL</b>	<b>25 665 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>25 665 €</b>	100 %

\* Montant hypothétique maximum.

Le montant de la subvention accordée est prévisionnel. Le montant définitif de l'aide versée est proportionnel aux opérations effectivement réalisées dans la limite du montant maximum prévu et ne pourra être réévalué, même si les dépenses justifiées dépassent le montant prévisionnel de l'opération.

#### ARTICLE 3 : CONDITIONS DE MAINTIEN DE LA SUBVENTION

La subvention de la communauté d'agglomération ne pourra être maintenue que si le bénéficiaire final réalise le projet présenté dans le dossier de demande de subvention et maintient, sauf cas de force majeure, durant une période de 3 ans à compter de la date de fin de réalisation de l'action, son activité dans les bâtiments pour lesquels il a bénéficié de l'aide et les emplois au niveau mentionné par le dernier bilan clos à la date de dépôt de la demande d'aide.

Toute opération affectant le contrôle de l'entreprise bénéficiaire ou de ceux de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation de l'opération subventionnée, doit être notifiée à la communauté d'agglomération. La collectivité peut résilier la présente convention et demander reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'entreprise bénéficiaire, notamment en cas de défaut de notification.

#### ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT ET DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'entreprise bénéficiaire adresse à la communauté d'agglomération le formulaire de demande de paiement accompagné des pièces justificatives demandées et des factures acquittées et certifiées sincères. L'aide est versée intégralement ou en plusieurs fois (2 acomptes de 30 % maximum).

Sans préjudice des autres dispositions de la présente convention, la collectivité pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants : refus de communication de la part de l'entreprise de documents au titre du suivi, du contrôle ou engagements non-remplis. En l'absence de réalisation des dépenses, l'aide sera caduque et les crédits correspondants pourront être réaffectés à d'autres projets.

#### **ARTICLE 5 : SUIVI ET CONTRÔLE**

Toutes demandes de modification de l'opération doivent être formulées par l'entreprise bénéficiaire auprès de la communauté d'agglomération.

Le contrôle des dépenses afférentes aux investissements subventionnés est effectué sur la base des pièces justificatives communiquées par l'entreprise bénéficiaire en bonne et due forme. Des contrôles sur pièce et/ou sur place peuvent être effectués. L'entreprise bénéficiaire s'engage à fournir sur demande de la collectivité tous les documents de nature à justifier le respect de ses engagements pendant une durée de trois ans à la date de fin de la réalisation de l'opération.

#### **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

L'entreprise bénéficiaire devra mentionner le concours financier de la communauté d'agglomération au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné.

#### **ARTICLE 7 : DUREE DE L'APPLICATION**

Les dépenses subventionnées éligibles doivent commencer à être exécutées à compter de la date de la lettre d'accusé réception du **8 septembre 2021** faisant suite au courrier de demande de subvention.

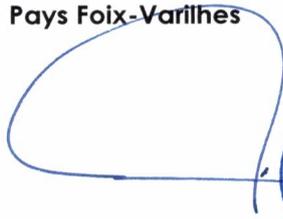
Les dépenses doivent être réalisées et justifiées dans un délai de trois ans à compter de la délibération d'octroi de l'aide du conseil communautaire du **1er février 2023**, soit jusqu'au **1er février 2026**.

#### **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige tendant à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable des différends. A défaut, le Tribunal administratif de Toulouse est compétent.

Fait à Foix, en deux exemplaires le 1er février 2023

Pour la **communauté d'agglomération**  
**Pays Foix-Varilhes**



**Le Président**  
**Thomas Fromentin**

Pour la **SARL Les Cyclos Fuxéens**

**Le gérant**  
**Bertrand Dupont**

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/010 Economie / Aide à l'immobilier d'entreprise dans le secteur « commercialisation de produits agricoles » : projet d'acquisition à Verniolle par la SCI Delangre pour le compte de la SARL Légumes de Forgues**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraves (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabilhot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba

Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié

Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes

Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus

Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

**2023/010****Economie / Aide à l'immobilier d'entreprise dans le secteur «commercialisation de produits agricoles» : projet d'acquisition à Verniolle par la SCI Delangre pour le compte de la SARL Légumes de Forgues**

Rapporteur : Michel Tartié

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération n° 2021/155 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022 - 2028 ;

Vu la délibération n° 101 du 24 juin 2019 du Conseil départemental de l'Ariège, définissant les modalités de la délégation d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprises dans le cadre de projets de création ou de modernisation dans les secteurs de l'industrie, des services à l'industrie, de l'artisanat de production et des services de proximité ;

Considérant le dossier de demande d'aide transmis par la SCI Delangre concernant son projet immobilier d'acquisition relatif au développement de l'activité de la SARL Légumes de Forgues à Verniolle ;

Considérant l'intérêt du projet de la SARL Légumes de Forgues visant à développer la vente de légumes issus de l'agriculture biologique en circuit court ;

Considérant que dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises, l'assiette éligible du projet est estimée à 100 000 € ;

Considérant qu'un taux d'aide maximum de 30 % peut-être appliqué sur l'assiette éligible;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes peut participer au financement du projet dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises à hauteur maximum de 30 000 € ;

Considérant que le Département de l'Ariège peut participer au financement du projet en complément de L'agglo Foix-Varilhes dans le cadre de la délégation d'octroi de l'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** PARTICIPE au plan de financement de l'opération précitée portée par la SCI Delangre pour le compte de la SARL Légumes de Forgues pour un montant de 23 621 €, décomposé ainsi :

- Participation de L'agglo Foix-Varilhes sur fonds propres : 15 000 €
- Participation du Département de l'Ariège au titre de la délégation d'octroi : 8 621 €

**Article 2 :** **DÉCIDE** de déléguer au Département de l'Ariège l'octroi de 36,5 % de cette aide en matière d'investissement immobilier des entreprises, soit une subvention maximale du Département de 8 621 €.

**Article 3 :** **PRÉCISE** que dans le cas où le Département de l'Ariège n'accepterait pas cette délégation d'octroi, l'aide accordée par L'agglo Foix-Varilhes sera limitée à 15 000 €.

**Article 4 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

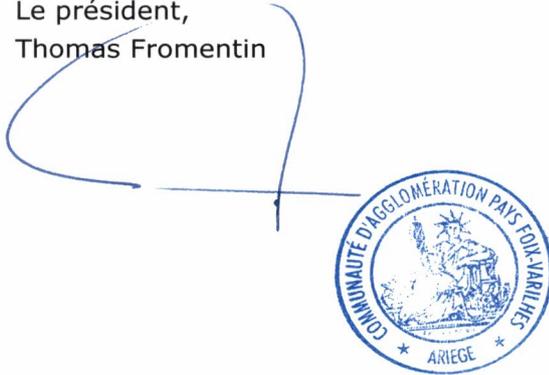
**Article 5 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

## Convention SCI Delangre Aide à l'immobilier d'entreprise

Vu les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européen (TFUE) ;

Vu le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) no 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2020/146 en date du 16 décembre 2020 relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/010 en date du **1<sup>er</sup> février 2023** accordant une aide à l'immobilier d'entreprise en faveur de la **SCI Delangre** pour le compte de la **SARL Légumes de Forgues**.

### Entre

L'entreprise **SCI Delangre**, domiciliée **3, impasse des Bouleaux 09100 Saint-Jean-du-Falga**  
Représentée par **Madame Pauline Delangre Nogueira, gérante, et Monsieur Christophe Delangre, gérant**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **907 526 115 00015**

### Et

L'entreprise **SARL Légumes de Forgues**, domiciliée **avenue du Couserans 09340 Verniolle**,  
Représentée par **Madame Pauline Delangre Nogueira, gérante, et Monsieur Christophe Delangre, gérant**  
Identifiée sous le numéro SIREN : **921 785 234**

### Et

La **communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes**, domiciliée **1A avenue du Général de Gaulle, 09000 Foix**, représentée par son Président, **Monsieur Thomas Fromentin**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **200 067 791 00018**

Il est dit et convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les principes et modalités de participation de la communauté d'agglomération aux aides à l'immobilier d'entreprise, en faveur de la **SCI Delangre** pour le compte de la **SARL Légumes de Forgues**, située **avenue du Couserans 09340 Verniolle**, pour son projet immobilier d'**acquisition** visant à développer l'**activité de vente en circuit court de légumes issus de l'agriculture biologique à Verniolle**.

#### ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS FINANCIERS

Au regard de l'intérêt de ce projet pour le développement de l'activité économique de l'entreprise **SARL Légumes de Forgues** et de l'impact attendu en termes de création d'emplois, la communauté d'agglomération décide d'attribuer le montant global maximal de la subvention relatif au programme d'investissement immobilier défini à l'article 1 à **23 621 €**, correspondant à un taux de **23,6 %** appliqué à un montant de dépenses subventionnables H.T. de **100 000 €**, soit une subvention de la communauté d'agglomération dans la limite d'un montant de **15 000 €** sur la base du plan de financement prévisionnel suivant :

Dépenses H.T.		Recettes H.T.		
<b>Acquisition</b>	<b>100 000 €</b>	<b>L'agglo Foix-Varilhes</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 %</b>
		<b>Département de l'Ariège*</b>	<b>8 621 €</b>	<b>8,6 %</b>
		<b>Total des subventions</b>	<b>23 621 €</b>	<b>23,6 %</b>
		<b>Autofinancement</b>	<b>76 379 €</b>	<b>70 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>100 %</b>

\* Montant hypothétique.

Le montant de la subvention accordée est prévisionnel. Le montant définitif de l'aide versée est proportionnel aux opérations effectivement réalisées dans la limite du montant maximum prévu et ne pourra être réévalué, même si les dépenses justifiées dépassent le montant prévisionnel de l'opération.

#### ARTICLE 3 : CONDITIONS DE MAINTIEN DE LA SUBVENTION

La subvention de la communauté d'agglomération ne pourra être maintenue que si la **SCI Delangre** reverse intégralement la subvention à la **SARL Légumes de Forgues** et réalise le projet présenté dans le dossier de demande de subventions.

La subvention de la communauté d'agglomération ne pourra être maintenue que si le bénéficiaire final maintient, sauf cas de force majeure, et durant une période de 3 ans à compter de la date de fin de réalisation de l'action, son activité dans les bâtiments pour lesquels il a bénéficié de l'aide et les emplois au niveau mentionné par le dernier bilan clos à la date de dépôt de la demande d'aide.

Toute opération affectant le contrôle de l'entreprise bénéficiaire ou de ceux de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation de l'opération subventionnée, doit être notifiée à la communauté d'agglomération. La collectivité peut résilier la présente convention et demander reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'entreprise bénéficiaire, notamment en cas de défaut de notification.

#### ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT ET DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'entreprise bénéficiaire adresse à la communauté d'agglomération le formulaire de demande de paiement accompagné des pièces justificatives demandées et des factures acquittées et certifiées sincères. L'aide est versée intégralement ou en plusieurs fois (2 acomptes de 30 % maximum).

Sans préjudice des autres dispositions de la présente convention, la collectivité pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants : refus de communication de la part de l'entreprise de documents au titre du suivi, du contrôle ou engagements non-remplis. En l'absence de réalisation des dépenses, l'aide sera caduque et les crédits correspondants pourront être réaffectés à d'autres projets.

#### **ARTICLE 5 : SUIVI ET CONTRÔLE**

Toutes demandes de modification de l'opération doivent être formulées par l'entreprise bénéficiaire auprès de la communauté d'agglomération.

Le contrôle des dépenses afférentes aux investissements subventionnés est effectué sur la base des pièces justificatives communiquées par l'entreprise bénéficiaire en bonne et due forme. Des contrôles sur pièce et/ou sur place peuvent être effectués. L'entreprise bénéficiaire s'engage à fournir sur demande de la collectivité tous les documents de nature à justifier le respect de ses engagements pendant une durée de trois ans à la date de fin de la réalisation de l'opération.

#### **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

L'entreprise bénéficiaire devra mentionner le concours financier de la communauté d'agglomération au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné.

#### **ARTICLE 7 : DUREE DE L'APPLICATION**

Les dépenses subventionnées éligibles doivent commencer à être exécutées à compter de la date de la lettre d'accusé réception du **5 mars 2021** faisant suite au courrier de demande de subvention.

Les dépenses doivent être réalisées et justifiées dans un délai de trois ans à compter de la délibération d'octroi de l'aide du conseil communautaire du **1er février 2023**, soit jusqu'au **1er février 2026**.

#### **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige tendant à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable des différends. A défaut, le Tribunal administratif de Toulouse est compétent.

Fait à Foix, en trois exemplaires le 1er février 2023

Pour la **communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes**



**Le Président**  
**Thomas Fromentin**

Pour la **SCI Delangre**

**Pauline Delangre, gérante,**  
**et Christophe Delangre,**  
**gérant**

Pour la **SARL Légumes de Forgues**

**Pauline Delangre, gérante,**  
**et Christophe Delangre,**  
**gérant**

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/011 Economie / Aide à l'immobilier d'entreprise dans le secteur « commerce de proximité » : projet d'implantation à Foix par la SCI Robert Laguerre pour le compte de la SAS Génération Vélo**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	58	0	1

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/011**

### **Economie / Aide à l'immobilier d'entreprise dans le secteur « commerce de proximité » : projet d'implantation à Foix par la SCI Robert Laguerre pour le compte de la SAS Génération Vélo**

Rapporteur : Michel Tartié

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération n° 2021/155 du 1<sup>er</sup> décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022 - 2028 ;

Considérant le dossier de demande d'aide transmis par la SCI Robert Laguerre concernant son projet immobilier d'implantation visant à développer l'activité de commerce de détail d'articles de sport de la SAS Génération Vélo à Foix ;

Considérant l'intérêt du projet au regard du développement des mobilités douces et des perspectives de création d'emplois ;

Considérant que dans le cadre des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises, l'assiette éligible du projet est estimée à 100 000 € ;

*Francis Laguerre ne prend pas part au vote.*

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ 1 abstention (Francis Laguerre)**

**Article 1 :** **PARTICIPE** au plan de financement de l'opération précitée portée par la SCI Robert Laguerre pour le compte de la SAS Génération Vélo pour un montant de 15 000 €.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Envoyé en préfecture le 09/02/2023

Reçu en préfecture le 09/02/2023

Publié le



ID : 009-200067791-20230201-2023\_DC\_011-DE

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

## **Convention SCI Robert Laguerre Aide à l'immobilier d'entreprise**

Vu les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européen (TFUE) ;

Vu le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) no 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2020/146 en date du 16 décembre 2020 relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/011 en date du 1<sup>er</sup> février 2023 accordant une aide à l'immobilier d'entreprise en faveur de la **SCI Robert Laguerre** pour le compte de la **SAS Génération Vélo**.

### **Entre**

L'entreprise **SCI Robert Laguerre**, domiciliée **RN 20 - Berdoulet 09000 Foix**,  
Représentée par **Monsieur Laurent Laguerre, gérant**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **377 780 440 00014**

### **Et**

L'entreprise **SAS Génération Vélo**, domiciliée **RN 20 - Berdoulet 09000 Foix**,  
Représentée par **Monsieur Laurent Laguerre, gérant**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **902 879 550 00017**

### **Et**

La **communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes**, domiciliée **1A avenue du Général de Gaulle, 09000 Foix**, représentée par son Président, **Monsieur Thomas Fromentin**  
Identifiée sous le numéro SIRET : **200 067 791 00018**

**Il est dit et convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les principes et modalités de participation de la communauté d'agglomération aux aides à l'immobilier d'entreprise, en faveur de la **SCI Robert Laguerre** pour le compte de la **SAS Génération Vélo**, située au **RN 20 - Berdoulet 09000 Foix**, pour son projet immobilier d'**implantation** visant à développer l'activité de **commerce de détail d'articles de sport** à **Foix**.

#### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Au regard de l'intérêt de ce projet pour le développement de l'activité économique de l'entreprise **SAS Génération Vélo** et de l'impact attendu en termes de création d'emplois, la communauté d'agglomération décide d'attribuer le montant global maximal de la subvention relatif au programme d'investissement immobilier défini à l'article 1 à **15 000 €**, correspondant à un taux de **15 %** appliqué à un montant de dépenses subventionnables H.T. de **100 000 €** sur la base du plan de financement prévisionnel suivant :

Dépenses H.T.		Recettes H.T.	
<b>Construction</b>	<b>100 000 €</b>	<b>L'agglo Foix-Varilhes</b>	<b>15 000 €</b>
		<b>Autofinancement</b>	<b>85 000 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>

Le montant de la subvention accordée est prévisionnel. Le montant définitif de l'aide versée est proportionnel aux opérations effectivement réalisées dans la limite du montant maximum prévu et ne pourra être réévalué, même si les dépenses justifiées dépassent le montant prévisionnel de l'opération.

#### **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE MAINTIEN DE LA SUBVENTION**

La subvention de la communauté d'agglomération ne pourra être maintenue que si la **SCI Robert Laguerre** reverse intégralement la subvention à la **SAS Génération Vélo** et réalise le projet présenté dans le dossier de demande de subventions.

La subvention de la communauté d'agglomération ne pourra être maintenue que si le bénéficiaire final maintient, sauf cas de force majeure, et durant une période de 3 ans à compter de la date de fin de réalisation de l'action, son activité dans les bâtiments pour lesquels il a bénéficié de l'aide et les emplois au niveau mentionné par le dernier bilan clos à la date de dépôt de la demande d'aide.

Toute opération affectant le contrôle de l'entreprise bénéficiaire ou de ceux de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation de l'opération subventionnée, doit être notifiée à la communauté d'agglomération. La collectivité peut résilier la présente convention et demander reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'entreprise bénéficiaire, notamment en cas de défaut de notification.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT ET DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION**

L'entreprise bénéficiaire adresse à la communauté d'agglomération le formulaire de demande de paiement accompagné des pièces justificatives demandées et des factures acquittées et certifiées sincères. L'aide est versée intégralement ou en plusieurs fois (2 acomptes de 30 % maximum).

Sans préjudice des autres dispositions de la présente convention, la collectivité pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants : refus de communication de la part de l'entreprise de documents au titre du suivi, du contrôle ou

engagements non-remplis. En l'absence de réalisation des dépenses, l'aide sera caduque et les crédits correspondants pourront être réaffectés à d'autres projets.

#### **ARTICLE 5 : SUIVI ET CONTRÔLE**

Toutes demandes de modification de l'opération doivent être formulées par l'entreprise bénéficiaire auprès de la communauté d'agglomération.

Le contrôle des dépenses afférentes aux investissements subventionnés est effectué sur la base des pièces justificatives communiquées par l'entreprise bénéficiaire en bonne et due forme. Des contrôles sur pièce et/ou sur place peuvent être effectués. L'entreprise bénéficiaire s'engage à fournir sur demande de la collectivité tous les documents de nature à justifier le respect de ses engagements pendant une durée de trois ans à la date de fin de la réalisation de l'opération.

#### **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

L'entreprise bénéficiaire devra mentionner le concours financier de la communauté d'agglomération au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné.

#### **ARTICLE 7 : DUREE DE L'APPLICATION**

Les dépenses subventionnées éligibles doivent commencer à être exécutées à compter de la date de la lettre d'accusé réception du **19 juillet 2021** faisant suite au courrier de demande de subvention.

Les dépenses doivent être réalisées et justifiées dans un délai de trois ans à compter de la délibération d'octroi de l'aide du conseil communautaire du **1<sup>er</sup> février 2023**, soit jusqu'au **1<sup>er</sup> février 2026**.

#### **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige tendant à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable des différends. A défaut, le Tribunal administratif de Toulouse est compétent.

Fait à Foix, en trois exemplaires le 1<sup>er</sup> février 2023

Pour la **communauté  
d'agglomération  
Pays Foix-Varilhes**

Pour la **SCI Robert Laguerre**

Pour la **SAS Génération Vélo**

**Le Président  
Thomas Fromentin**



**Laurent Laguerre**

**Laurent Laguerre**

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/012 Economie / Approbation du cahier des charges de cession des terrains du lotissement n° 4 de la zone d'activité économique de Joulieu à Saint-Jean-de-Verges**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	58	0	1

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/012**

### **Economie / Approbation du cahier des charges de cession des terrains du lotissement n° 4 de la zone d'activité économique de Joulieu à Saint-Jean-de-Verges**

Rapporteur : Michel Tartié

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5214-16 et L5216-5 relatifs aux zones d'activités économiques ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L442-1 et suivants relatifs au cahier des charges fixant les conditions de vente des lots ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 01 « Aménager et requalifier les zones d'activités du territoire » - action 03 « Joulieu » ;

Vu la délibération n° 2017/178 du 8 novembre 2017 du conseil communautaire relative aux zones d'activités économiques intercommunales ;

Considérant l'intérêt d'encadrer la vente des deux lots, les délais de construction et la qualité des bâtiments ;

*Véronique Rumeau ne prend pas part au vote.*

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ  
1 abstention (Véronique Rumeau)**

**Article 1 :** **APPROUVE** le cahier des charges de cession des terrains du lotissement n° 4 de la zone d'activité économique de Joulieu à Saint-Jean-de-Verges.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/013 Hydraulique / Symar Val d'Ariège - convention opérationnelle d'acquisition de foncier en vue du projet de renaturation écologique du Gariac**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/013**

### **Hydraulique / Symar Val d'Ariège - convention opérationnelle d'acquisition de foncier en vue du projet de renaturation écologique du Gariac**

Rapporteur : Le Président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix -Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération de L'agglo Foix-Varilhes du 20 septembre 2017, actant le transfert de la compétence obligatoire « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gémapi) au 1er janvier 2018 au Symar Val d'Ariège ;

Vu les statuts modifiés du Symar Val d'Ariège en date du 21 juin 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'objectif 36 « préserver et gérer la ressource en eau », l'action 85 « gérer les milieux aquatiques et prévenir les inondations » ;

Considérant l'exercice de la compétence Gémapi par le Symar Val d'Ariège pour le compte de ses sept intercommunalités adhérentes ;

Considérant le ruisseau du Gariac comme marquant la limite communale entre Foix et Ferrières-sur-Ariège, en rive gauche de l'Ariège. Son bassin versant couvrant une superficie d'environ 2,5 km<sup>2</sup> et son débit centennal compris entre 10 et 12 m<sup>3</sup>/s. Il rejoint l'Ariège aux Coumes après avoir longé une zone pavillonnaire côté Foix et le lycée professionnel Jean Durroux côté Ferrières-sur-Ariège. A ce niveau, il est endigué sur ses deux côtés mais seulement la rive gauche est classée rive de protection contre les inondations depuis l'arrêté préfectoral du 17 février 2009 ;

Considérant que dans le cadre de la prévention des inondations et des digues classées pour la protection des biens et des personnes, le Symar Val d'Ariège a récupéré la gestion de la digue du ruisseau du Gariac (en rive gauche) entre les communes de Foix et de Ferrières-sur-Ariège. Au regard de l'état fortement dégradé de l'ouvrage, de sa faible protection vis-à-vis des crues (protection biennale d'après l'étude de danger de 2020), des nombreux enjeux de part et d'autre du cours d'eau et des difficultés de gestion, il a été décidé d'abandonner l'ouvrage au profit d'un nouveau lit renaturé dans un point bas du lit majeur ;

Considérant que son projet de renaturation permettrait de répondre à l'objectif de sécurité tout en favorisant la création d'une bande naturelle permettant la continuité écologique végétale et animale entre les zones naturelles d'exceptions que sont le lit majeur de l'Ariège et le massif de l'Arize (Prat d'Albis) ;

Considérant la nécessité d'une maîtrise foncière afin de mener à bien les travaux de sécurisation et de renaturation du site. Le Symar Val d'Ariège, doit porter les acquisitions pour pouvoir prétendre aux subventions dans le cadre de son programme d'action de prévention des inondations (Papi), et a saisi l'Etablissement public foncier d'Occitanie (EPFO). Le Symar Val d'Ariège n'ayant cependant pas vocation à rester propriétaire du foncier, L'agglo Foix-Varilhes sera sollicitée pour une rétrocession des parcelles au terme des travaux ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes est statutairement compétente pour la Gémapi, elle pourra ainsi inscrire le projet de sécurisation du Gariac dans un projet plus vaste faisant écho à d'autres compétences exercées, notamment la création d'espaces naturels récréatifs, de randonnée, de sport-santé ;

Considérant que le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPFO au titre de la convention entre ce dernier et le Symar Val d'Ariège est fixé à 500 000 € et que le montant du rachat des biens qui reviendront à L'agglo Foix-Varilhes correspondra à la part d'autofinancement pour le Symar Val d'Ariège avec un montant prévisionnel des subventions attendues à hauteur maximum de 80% soit 400 000 €. Etant précisé que le prix de cession des biens correspond au prix d'acquisition du Symar Val d'Ariège à l'EPFO déduit des subventions des différents partenaires financiers (à hauteur de 80% maximum) ;

Il est proposé de signer la convention avec le Syamar Val d'Ariège, concernant l'acquisition de foncier en vue de la renaturation écologique du Gariac dans laquelle L'agglo Foix-Varilhes s'engage à :

- Procéder à l'acquisition de l'ensemble des parcelles que l'EPFO aura acheté pour le compte du Syamar Val d'Ariège.
- Inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens l'année précédant la cession à son profit.
- Soutenir le projet du Syamar Val d'Ariège de renaturation du Gariac.

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **APPROUVE** la signature de la convention opérationnelle d'acquisition de foncier en vue de renaturation écologique du Gariac sur les communes de Ferrières-sur-Ariège et de Foix.

**Article 2 :** **PRÉCISE** que le montant de l'acquisition des biens sera inscrit au budget de L'agglo Foix-Varilhes l'année précédant ladite acquisition.

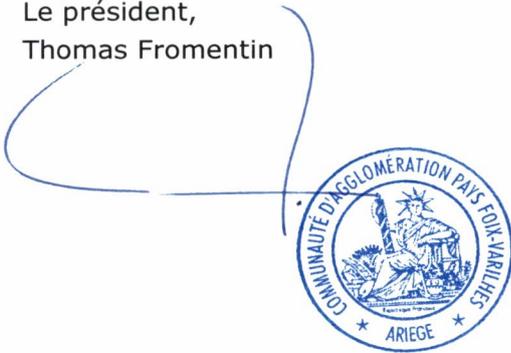
**Article 3 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

# Convention opérationnelle

Acquisition de foncier en vue du projet de  
renaturation écologique du Gariac sur les  
communes de Ferrières-sur-Ariège et de  
Foix

N° de la convention : .....

Signée le .....



## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1 Objet.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2 Durée .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2 – PERIMETRE D'INTERVENTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 – MONTANT PREVISIONNEL .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU SYMAR VAL D'ARIEGE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5– ENGAGEMENTS DE L'AGGLO FOIX-VARILHES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE.....</b>	<b>7</b>
<b>6.1 Cession des biens acquis.....</b>	<b>7</b>
▪ Conditions générales de cession .....	7
<b>6.2 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION .....</b>	<b>8</b>
<b>8.1 RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD .....</b>	<b>8</b>
<b>8.2 RESILIATION UNILATERALE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 – JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - CONTENTIEUX .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION .....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>11</b>

## PREAMBULE

Le Syndicat mixte d'aménagement des rivières du Val d'Ariège (SYMAR Val d'Ariège) exerce la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) pour le compte des sept intercommunalités adhérentes. Il intervient sur un périmètre de 2 300 km<sup>2</sup> et 158 communes, avec plus de 1 000 km de cours d'eau en gestion régulière. Il exerce les quatre items obligatoires de la compétence GEMAPI sur le bassin versant de l'Ariège et de ses affluents (hors bassin versant de l'Hers et de la Lèze) :

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris leurs accès.
- Défense contre les crues, les inondations et contre la mer.
- Protection et restauration des sites, écosystèmes aquatiques et zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Un programme ambitieux de gestion des cours d'eau du bassin versant de l'Ariège a été mis en place. Ce plan pluriannuel de gestion (PPG) 2017-2032 se décline en quatre axes majeurs et plus de 70 actions. Le PPG a pour objectif d'améliorer l'état écologique et global des cours d'eau du bassin versant de l'Ariège tout en assurant la prévention des inondations. Il vise à développer une gestion durable et intégrée du territoire. Par ailleurs, le SYMAR Val d'Ariège a également lancé un programme d'étude Préalable au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du Val d'Ariège (en phase d'instruction à ce jour) dans lequel une des actions prioritaires est la réalisation des études opérationnelles du projet du Gariac.

Le ruisseau du Gariac marque la limite communale entre Foix et Ferrières-sur-Ariège, en rive gauche de l'Ariège. Son bassin versant couvre une superficie d'environ 2,5 km<sup>2</sup> et son débit centennal est estimé compris entre 10 et 12 m<sup>3</sup>/s. Il rejoint l'Ariège aux Coumes après avoir longé une zone pavillonnaire coté Foix et le lycée professionnel Jean Durroux coté Ferrières-sur-Ariège. A ce niveau, il est endigué sur ses deux côtés mais seulement la rive gauche est classée digue de protection contre les inondations depuis l'arrêté préfectoral du 17 février 2009.

Dans le cadre de la prévention des inondations et des digues classées pour la protection des biens et des personnes, le SYMAR Val d'Ariège a récupéré la gestion de la digue du ruisseau du Gariac (en rive gauche) entre les communes de Foix et de Ferrières-sur-Ariège. Au regard de l'état fortement dégradé de l'ouvrage, de sa faible protection vis-à-vis des crues (protection biennale d'après l'étude de danger de 2020), des nombreux enjeux situés de part et d'autre du cours d'eau et des difficultés de gestion, il a été décidé d'abandonner l'ouvrage au profit d'un nouveau lit renaturé dans un point bas du lit majeur. Ces décisions ont été également poussées par les prescriptions des plans de prévention des risques naturels (PPRN) communaux, obligeant les collectivités à limiter les risques d'inondation sur ce secteur.

Le projet de renaturation permettrait donc de répondre à l'objectif de sécurité tout en favorisant la création d'une bande naturelle permettant la continuité écologique végétale et animale entre les zones naturelles d'exceptions que sont le lit majeur de l'Ariège et le massif de l'Arize (Prat d'Albis).

Afin de mener à bien les travaux de sécurisation et la renaturation du site, une maîtrise foncière est nécessaire. Dans ce cadre, le SYMAR-Val d'Ariège, qui doit porter les acquisitions pour pouvoir prétendre aux subventions dans le cadre de son PAPI, a saisi l'Etablissement public foncier d'Occitanie (EPFO). Le SYMAR Val d'Ariège n'a cependant pas vocation à rester propriétaire du foncier et a donc sollicité L'agglo Foix-Varilhes pour une rétrocession des parcelles au terme des travaux.

L'agglo Foix-Varilhes est en effet statutairement compétente pour la GEMAPI, compétence qu'elle a transférée aux quatre syndicats de rivière couvrant son territoire, dont le SYMAR Val d'Ariège.

L'agglo Foix-Varilhes pourra ainsi inscrire le projet de sécurisation du Gariac dans un projet plus vaste faisant écho à d'autres compétences qu'elle exerce, notamment la création d'espaces naturels récréatifs, de randonnée, de sport-santé.

Entre

**La Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes L'agglo Foix-Varilhes),** représentée par Thomas Fromentin, président, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du conseil communautaire en date du.....

Ci-après désigné par « L'agglo Foix-Varilhes »,

D'une part,

Et

**Le Syndicat mixte d'aménagement des rivières du Val d'Ariège,** représenté par Michel Audinos, président, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du conseil syndical en date du.....

Dénommé ci-après "SYMAR Val d'Ariège",

D'autre part,

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu de la mise en place d'une convention opérationnelle, qui vise à :

- Définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, à la date de la signature de la présente, dispositions que les parties sont réputées parfaitement connaître et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention.
- Préciser la portée de ces engagements.

**Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

### 1.1 OBJET

Suite à l'acquisition des parcelles du projet du Gariac via l'EPFO, le SYMAR Val d'Ariège fera appel aux subventions des différents partenaires financiers : l'Etat, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, la Région Occitanie et le Conseil Départemental de l'Ariège puis il rétrocédera, au terme des travaux de sécurisation du Gariac, le foncier à la L'agglo Foix-Varilhes.

L'agglo Foix-Varilhes rachètera l'ensemble des parcelles acquise par le SYMAR Val d'Ariège dans le cadre de ce projet.

### 1.2 DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de **dix ans** maximum.

Le calendrier prévisionnel figure en annexe 2 de la présente convention.

Cette durée est automatiquement prolongée, sans nécessité d'avenant, en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, jusqu'à l'obtention d'une décision de justice définitive et cession, par l'EPFO, des biens concernés.

## ARTICLE 2 – PERIMETRE D'INTERVENTION

Le périmètre figure en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPFO pourra intervenir à la demande de SYMAR Val d'Ariège afin d'acquérir toute parcelle limitrophe à ce périmètre si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

## ARTICLE 3 – MONTANT PREVISIONNEL

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPFO au titre de la convention entre ce-dernier et le SYMAR Val d'Ariège est fixé à **500 000 €**.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

Le taux maximum de subvention possible pour l'acquisition du foncier nécessaire à l'opération du SYMAR Val d'Ariège est de 80%.

Le montant du rachat des biens qui reviendront à L'agglo Foix-Varilhes correspond à la part d'autofinancement pour le SYMAR Val d'Ariège.

## ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU SYMAR VAL D'ARIEGE

Le SYMAR Val d'Ariège s'engage, à compter de la signature de la présente convention :

- A terminer les études relatives à la sécurisation des riverains du Gariac et à sa renaturation écologique et à les faire valider par le conseil syndical.
- A réaliser ou à faire réaliser, si nécessaire, des études d'impact agricole environnemental et à déposer l'ensemble des demandes d'autorisation.
- A lancer une procédure de déclaration d'intérêt général et de déclaration d'utilité publique si besoin.
- A informer régulièrement L'agglo Foix-Varilhes sur son programme d'études et son calendrier de réalisation.
- A veiller à l'obtention des subventions et aides nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.
- A inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPFO, l'année précédant leur cession à son profit.
- A conduire par la suite les travaux de renaturation du Gariac.

## ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE L'AGGLO FOIX-VARILHES

L'agglo Foix-Varilhes s'engage, à compter de la signature de la présente convention :

- A procéder à l'acquisition de l'ensemble des parcelles que l'EPFO aura acheté pour le SYMAR Val d'Ariège.
- A inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens l'année précédant la cession à son profit.
- A soutenir le projet du SYMAR Val d'Ariège de renaturation du Gariac.

## ARTICLE 6 - MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE

### 6.1 CESSION DES BIENS ACQUIS

#### ▪ Conditions générales de cession

Les biens acquis par le SYMAR Val d'Ariège ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à L'agglo Foix-Varilhes. Cette dernière s'engage, d'une part à racheter l'ensemble des biens acquis par le SYMAR Val d'Ariège dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à toute cession.

### 6.2 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION

#### ■ Cession au prix de revient

Le prix de cession des biens correspond au prix d'acquisition du SYMAR Val d'Ariège à l'EPFO déduit des subventions des différents partenaires financiers (à hauteur de 80 % maximum).

Le prix d'acquisition du SYMAR Val d'Ariège correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant :

- Le prix d'achat des terrains.
- Les dépenses liées aux acquisitions :
  - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions...
  - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement
  - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur
  - les frais d'études engagés par l'EPFO, hors cofinancement
  - les frais accessoires engagés par l'EPFO, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition.
- Les frais de portage : impôts fonciers, assurances...
- Les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation...) réalisées à l'initiative de l'EPFO ou sur demande du SYMAR Val d'Ariège.
- Les dépenses de travaux réalisés à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant.
- Les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage.
- Les frais financiers liés au remboursement éventuel de l'emprunt adossé à l'opération.

## ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

Les parties cocontractantes ont convenu de mettre en place une démarche de suivi de la convention opérationnelle, notamment à travers un bilan annuel d'exécution et à travers un comité de pilotage associant le SYMAR Val d'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes et, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles (EPFO, Etat, Conseil régional, Conseil départemental, SAFER, Chambre d'agriculture, Agence de l'eau...).

Il se réunit à l'initiative de l'un des signataires de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers en cours.

## ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

### 8.1 RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le SYMAR Val d'Ariège, dont il est dressé un inventaire.

L'agglo Foix-Varilhes est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par le SYMAR Val d'Ariège et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier :

- Dans un délai maximum de 1 an suivant la décision de résiliation.
- Ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 1 an au moment de la résiliation.

Pour ce faire L'agglo Foix-Varilhes s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par le SYMAR Val d'Ariège.

### 8.2 RESILIATION UNILATERALE

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

Toutefois, les signataires de la présente convention se réservent la possibilité, un mois après une mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- S'il est constaté que le cosignataire n'a pas exécuté ses engagements contractuels.
- S'il est constaté que l'opération envisagée par le cosignataire ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, le SYMAR Val d'Ariège se réserve la possibilité :

- Soit d'exiger de L'agglo Foix-Varilhes de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 1 an suivant la notification de la décision de résiliation.
- Soit de céder les biens en cause au de tout autre opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

## ARTICLE 9 – JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS

Suite à la rétrocession des biens, le SYMAR Val d'Ariège, en charge de la GEMAPI, assurera la gestion régulière du cours d'eau et de la ripisylve.

## ARTICLE 10 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## ARTICLE 11 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention...) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à .....Foix.....

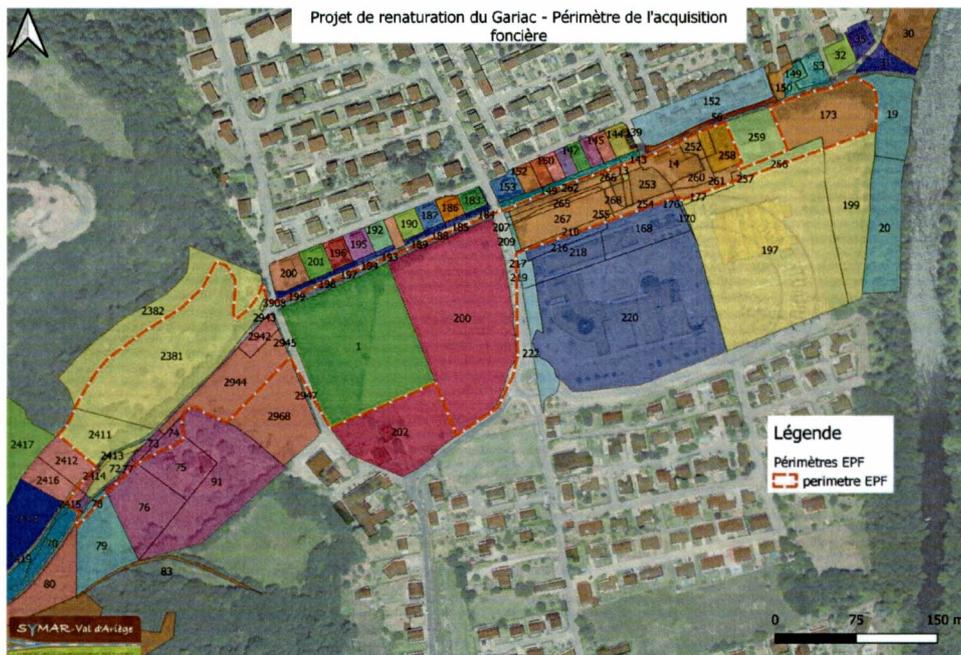
Le ...01...02...2023

En deux exemplaires originaux

<p>L'agglo Foix-Varilhes</p> <p>Le président, Thomas Fromentin</p>  	<p>Le SYMAR Val d'Ariège</p> <p>Le président, Michel Audinos</p>
--	--

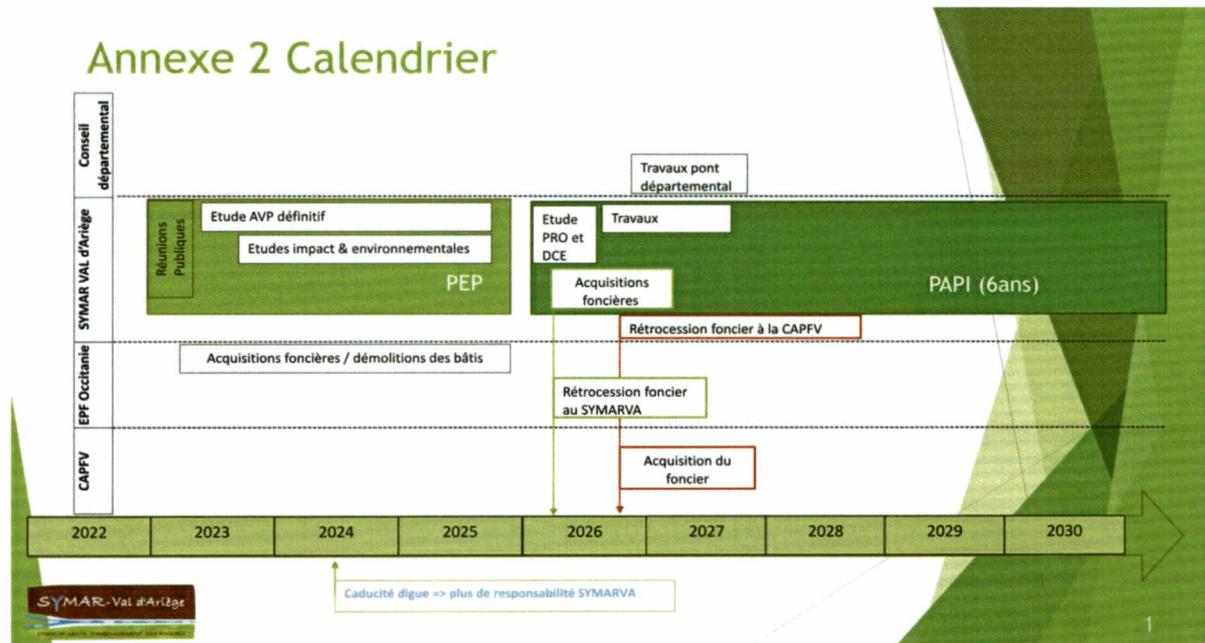
# ANNEXE 1

## PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION



## ANNEXE 2

### CALENDRIER ESTIMATIF



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/014 Environnement - énergie / Signature de la charte d'engagement EcoWatt**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

**2023/014****Environnement - énergie / Signature de la charte d'engagement EcoWatt**

Rapporteur : Florence Rouch

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'objectif 33 « promouvoir et accompagner la transition énergétique des équipements bâtis » l'action 78 « sensibiliser les acteurs du territoire en matière de transition énergétique » ;

Considérant la charte d'engagement EcoWatt portée par Réseau de transport d'électricité (RTE) et l'Agence de la transition écologique (Ademe), dispositif citoyen permettant aux Français, entreprises et acteurs publics d'adopter une consommation d'énergie responsable et de contribuer ainsi à assurer le bon approvisionnement de tous en électricité ;

Considérant le dispositif EcoWatt comme une véritable météo de l'électricité qui qualifie en temps réel le niveau d'électricité disponible pour alimenter les consommations des Français et le niveau de consommation, région par région. A chaque instant, des signaux clairs guident les citoyens pour adopter les bons gestes afin de limiter la consommation d'électricité. Un dispositif d'alerte indique les périodes où les Français sont appelés à réduire ou décaler leur consommation d'électricité pour éviter les coupures ou en réduire la durée ;

Considérant que les collectivités et les acteurs publics, de par leurs spécificités, mais aussi du fait de leur proximité avec les citoyens, occupent une place centrale et sont des relais essentiels dans le dispositif de sensibilisation à ces enjeux du « consommer au bon moment » et plus généralement pour la maîtrise de la demande d'énergie ;

Considérant que, pour ces raisons, les collectivités et acteurs publics peuvent intervenir dans le déploiement de ces bonnes pratiques en matière de consommation d'électricité à différents titres :

- en tant que gestionnaires d'équipements publics,
- en tant qu'acteurs publics et interlocuteurs naturels des administrés et des entreprises du territoire,
- en tant qu'employeurs ;

Considérant que chaque geste compte et que la transition énergétique est l'affaire de tous, il est précisé qu'EcoWatt est un outil supplémentaire à la disposition des acteurs des territoires engagés dans une meilleure consommation de l'électricité, en proposant un cadre à cette action ;

Il est proposé de signer la charte d'engagement EcoWatt des collectivités et acteurs publics des territoires proposée par RTE et l'Ademe.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **APPROUVE** la signature de la charte d'engagement EcoWatt portée par RTE et l'Ademe.

**Article 2 :** **PRÉCISE** que L'agglo Foix-Varilhes souhaite marquer son implication en faveur d'une meilleure consommation de l'électricité et concourir à limiter les risques de sécurité d'alimentation en électricité.

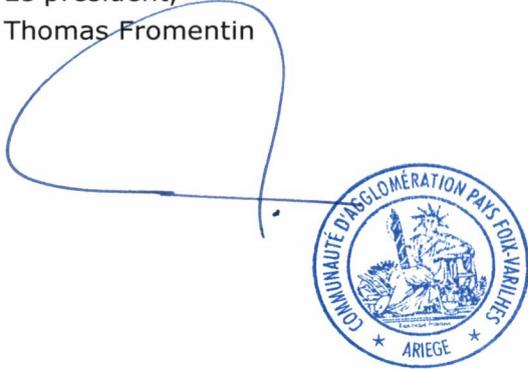
**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

## CHARTRE D'ENGAGEMENT ECOWATT DES COLLECTIVITES & ACTEURS PUBLICS DES TERRITOIRES

### PREAMBULE

Porté par RTE et l'ADEME, EcoWatt est un dispositif citoyen qui permet aux Français, entreprises et acteurs publics d'adopter une consommation d'énergie responsable et de contribuer ainsi à assurer le bon approvisionnement de tous en électricité.

Véritable météo de l'électricité, EcoWatt qualifie en temps réel le niveau d'électricité disponible pour alimenter les consommateurs français et le niveau de consommation, région par région. A chaque instant, des signaux clairs guident les citoyens pour adopter les bons gestes afin de limiter la consommation d'électricité. Un dispositif d'alerte indique les périodes où les Français sont appelés à réduire ou décaler leur consommation d'électricité pour éviter les coupures ou en réduire leur durée.

De par leurs spécificités en tant qu'acteur public, mais aussi du fait de leur proximité avec les citoyens, les collectivités et acteurs publics des territoires occupent une place centrale et sont des relais essentiels dans le dispositif de sensibilisation à ces enjeux du « consommer au bon moment » et plus généralement pour la maîtrise de la demande en énergie. Pour ces raisons, les collectivités et acteurs publics des territoires peuvent intervenir dans le déploiement de ces bonnes pratiques en matière de consommation d'électricité à différents titres :

- en tant que gestionnaire d'équipements publics
- en tant qu'acteur public et interlocuteur naturel des administrés et des entreprises du territoire
- en tant qu'employeur

Alors que chaque geste compte et que la transition énergétique est l'affaire de tous, EcoWatt est un outil supplémentaire à la disposition des acteurs des territoires engagés dans une meilleure consommation de l'électricité, en proposant un cadre à cette action.

### OBJET

Par la signature de la présente charte, L'agglomération Foix-Varilhes, représenté(e) par Thomas Fromentin en qualité de président, souhaite marquer son implication en faveur d'une meilleure consommation de l'électricité et concourir à limiter les risques de sécurité d'alimentation en électricité. Il choisit de concrétiser cet engagement en particulier par la réalisation des actions ci-dessous identifiées, qui lui permettront de prendre une part active au déploiement des bons gestes en matière de maîtrise de la consommation électrique.

Pour vous accompagner dans votre action visant à mobiliser et à fédérer administrés, salariés et les entreprises autour de la démarche EcoWatt, RTE et l'ADEME vous accompagneront dans l'appropriation de celle-ci et vous fourniront un kit de communication.

### ENGAGEMENT D'UNE DEMARCHE D'ECONOMIES D'ENERGIE STRUCTURELLES

Le signataire est parfaitement informé que son engagement en lien avec EcoWatt ne saurait se substituer à un engagement structurel et mené tout au long de l'année pour modérer la consommation d'énergie, quel que soit le type d'énergie, des équipements publics dont il est gestionnaire.

De telles actions structurelles sont fondamentales pour contribuer à l'atteinte des objectifs français et européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elles pas

**Cocher les cases des engagements souscrits :**

- Diminuer la température de consigne du chauffage**
  - en abaissant la température de consigne du chauffage à 19°C dans les locaux occupés
- Réduire l'utilisation de la climatisation**
  - en restreignant la climatisation aux locaux dont la température dépasse 26°C
- Agir sur l'éclairage des locaux et équipements publics et sur l'éclairage public**
  - en modernisant les solutions d'éclairage et en œuvrant au déploiement des LED
  - en éteignant les lumières des locaux inoccupés et affichages lumineux superflus
  - ~~en limitant les décorations lumineuses et les éclairages ornementaux~~
- Modérer les consommations liées aux appareils électroniques**
  - en programmant l'extinction des appareils en veille, écrans et photocopieurs en fin de journée

## LES ENGAGEMENTS EN LIEN AVEC LES SIGNAUX EcoWATT

EcoWatt permet de déployer des actions sur une base volontaire, de sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux d'une meilleure consommation de l'électricité et de valoriser les actions mises en œuvre. Cette implication peut prendre des formes multiples. La situation de chaque acteur public étant spécifique, le signataire identifie les actions les plus adaptées à sa situation. Ce choix se concrétise par la sélection d'actions retenues ci-dessous.

Ces actions sont à entreprendre ou accentuer en cas de signal orange et rouge, durant les pics de consommation (principalement 08h-13h et 18h-20h).

### En tant que gestionnaire d'équipements publics

#### *Modérer sa consommation d'électricité pendant les pics de consommation*

**Cocher les cases des engagements souscrits :**

- Diminuer l'impact de l'éclairage des locaux lors des alertes EcoWatt**
  - en diminuant et en modulant son intensité
  - ~~en limitant les décorations lumineuses et les éclairages ornementaux~~
- Diminuer l'impact de l'éclairage public lors des alertes EcoWatt**
  - en diminuant et en modulant son intensité
- Optimiser l'utilisation du chauffage dans les bâtiments publics lors des alertes EcoWatt**
  - en baissant d'un ou deux degrés la température
  - en baissant la température à 16°C en fin de journée
  - en programmant le chauffage en fonction des horaires de présence
- Planifier ses fortes consommations lors des alertes EcoWatt**
  - en réduisant la consommation de certains équipements entre 8h et 13h et entre 18h et 20h ou en reportant le lancement d'activités fortement consommatrices d'électricité hors de ces périodes
  - en programmant l'extinction des appareils en veille, écrans et photocopieurs en fin de journée
- Autres :** \_\_\_\_\_

*Actions et engagements chiffrés à préciser*

## En tant qu'acteur public

### Cocher les cases des engagements souscrits :

- Mener des actions de sensibilisation des jeunes publics** au mieux consommer l'électricité en intervenant notamment dans les établissements scolaires
- Mener des actions de sensibilisation aux éco-gestes** vers des publics spécifiques : professionnels (entreprises, commerces...), associations, grand public...
- Inciter le grand public à s'impliquer** en donnant de la visibilité à l'externe au dispositif EcoWatt et en invitant les citoyens à s'inscrire sur [www.monecowatt.fr](http://www.monecowatt.fr)
  - en communiquant sur les actions mises en place
  - en relayant la démarche EcoWatt dans les espaces publics
- Relayer les signaux d'alerte** auprès de la population via les différents outils de communication disponibles et notamment sur les réseaux sociaux
- Autres :** \_\_\_\_\_

Actions à préciser

## En tant qu'employeur

### Cocher les cases des engagements souscrits :

- Inciter les collaborateurs à adhérer à la démarche**
  - en les incitant à s'inscrire sur le site web [www.monecowatt.fr](http://www.monecowatt.fr)
  - en associant spécifiquement les services techniques concernés (bâtiments, éclairage public, transports publics)
- Communiquer et valoriser en interne** le dispositif EcoWatt à l'aide des supports mis à disposition
- Sensibiliser les collaborateurs aux éco-gestes** sur le lieu de travail en les invitant
  - à éteindre les appareils et lumières inutilisés, en particulier en périodes d'alerte
- Autres** \_\_\_\_\_

Actions à préciser

## INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE

Afin de faciliter les échanges entre les différents acteurs de la démarche EcoWatt, l'acteur public identifie un interlocuteur privilégié au sein de ses équipes :

Nom : Darandovas  
Prénom : Audrey  
Fonction : Technicienne environnement-accessibilité  
Téléphone : 05.61.60.91.77  
Adresse électronique : a.darandovas@agglo-pfv.fr  
Adresse postale : 1 A avenue Général de Gaulle 09000 FOIX

## COMMUNICATION

RTE valorise auprès des médias les engagements des partenaires EcoWatt. Durant et hors période de tension.

Lors des situations de tension sur le système électrique (alerte rouge) d'information unique vers laquelle tous les Français seraient renvoyés pour trouver des informations sur les éventuelles coupures.

L'attention des médias serait portée sur les exemples concrets d'engagements d'entreprises et acteurs publics partenaires.

Si une opportunité se présentait, souhaitez-vous être contacté par RTE pour témoigner sur votre engagement, notamment sur le site internet EcoWatt ou auprès des médias ?

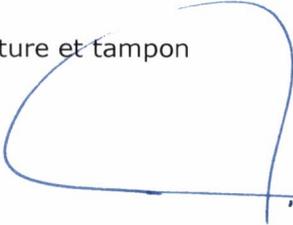
Oui  Non

Souhaitez-vous que votre logo soit inséré sur le site EcoWatt, dans la rubrique « partenaires » ?

Oui  Non

Fait à Foix le 01/02/2023

Signature et tampon



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/015 Culture / Centre culturel Olivier Carol - tarifs et redevances de mise à disposition des salles**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabilhot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/015**

### **Culture / Centre culturel Olivier Carol - tarifs et redevances de mise à disposition des salles**

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 16 novembre 2022 déclarant d'intérêt communautaire, au titre de la compétence « équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire », le centre culturel Olivier Carol sis à Foix ;

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de Foix en date du 7 février 2022, fixant les tarifs et redevances des salles municipales pour l'année scolaire 2022-2023 ;

Considérant que le transfert du centre culturel Olivier Carol, de la Commune de Foix à L'agglomération Foix-Varilhes est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

Considérant qu'il est proposé une continuité en matière de tarifs et des usages pratiqués par la commune de Foix pour l'année 2023 ;

Il est proposé d'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 les tarifs suivants pour la mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol, pour l'année 2023 (identiques à ceux fixés par la Commune de Foix) :

#### Salle polyvalente Isabelle Sandy

Associations, organismes, établissements scolaires du territoire de L'agglomération : 0 €

Associations, organismes, établissements scolaires hors territoire de L'agglomération :

- Demi-journée : 270 €
- Journée : 407 €
- Caution : 117 €

#### Autres salles

Associations et organismes du territoire de L'agglomération : 0 €

Associations, organismes, établissements scolaires hors territoire de L'agglomération :

- Demi-journée : 140 €
- Journée : 239 €
- Caution : 89 €

Frais de mise à disposition du SSIAP (salle polyvalente Isabelle Sandy / autres salles) :

- 25,50 €/heure (de 12 h à 14 h et au-delà de 20 h).

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **FIXE** les tarifs applicables à la mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol tels que définis ci-dessus.

**Article 2 :** **PRÉCISE** que ces tarifs seront applicables à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente délibération.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

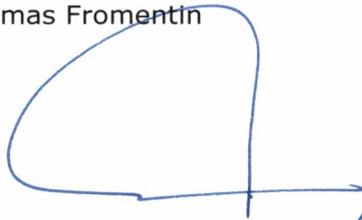
Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/016 Jeunesse / Politiques éducatives locales - signature de la convention de partenariat avec le Conseil départemental de l'Ariège**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabilhot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/016**

### **Jeunesse / Politiques éducatives locales - signature de la convention de partenariat avec le Conseil départemental de l'Ariège**

Rapporteur : Michel Caux

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/001 du 8 janvier 2020 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant :

- la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de la petite enfance et de l'enfance, notamment : « *L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après -midi* » ;

- la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de la jeunesse à destination des jeunes âgés de 12 à 25 ans ;

Considérant le développement par L'agglomération Foix-Varilhes de projets d'accueil et d'activités en faveur des enfants et des jeunes en cohérence avec le schéma départemental des politiques éducatives concertées ;

Considérant l'engagement de l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire, en faveur des actions mises en place dans le cadre du PEDT intercommunal, à l'échelle de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Considérant le soutien du Conseil départemental de l'Ariège, tant d'un point de vue technique que financier, et dans une logique d'appui au territoire par le biais d'une politique départementale en faveur des enfants et des jeunes, le développement de la qualité des accueils éducatifs ;

Il est proposé de signer une convention avec le Conseil départemental de l'Ariège, précisant les engagements réciproques pour la mise en œuvre de la politique départementale en faveur des enfants et des jeunes sur le territoire de L'agglomération Foix-Varilhes, pour l'année scolaire 2021-2022 ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** la convention entre le Conseil départemental de l'Ariège et L'agglomération Foix-Varilhes, précisant les engagements réciproques relatifs à la mise en œuvre de la politique départementale en faveur des enfants et des jeunes sur le territoire de L'agglomération Foix-Varilhes.

**Article 2 : PRÉCISE** que cette convention porte sur l'année scolaire 2021-2022.

**Article 3 : PRÉCISE** que le montant de la subvention allouée par le Conseil départemental est de 67 405 €, dont 5 000 € revenant à L'agglomération Foix-Varilhes pour sa mission de coordination politique éducative locale et 62 405 € étant à répartir entre les structures gestionnaires de services enfance et jeunesse, tel que précisé dans la convention.

**Article 4 : AUTORISE** le président à signer ladite convention ainsi que tout document utile à la mise en œuvre de la présente délibération.

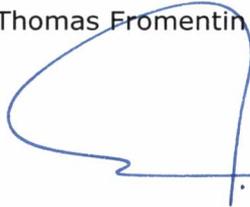
Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/017 Ruralité / Attribution d'un fonds de concours au titre du fonds de soutien à la ruralité relatif au projet de création d'un espace public à Gudas**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabilhot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus  
Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Alozy (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

## **2023/017**

### **Ruralité / Attribution d'un fonds de concours au titre du fonds de soutien à la ruralité relatif au projet de création d'un espace public à Gudas**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglomération Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Il est rappelé les principes suivants :

- L'enveloppe globale du fonds de soutien à la ruralité est de 520 302 € et court jusqu'au 31 décembre 2025.
- Ce fonds est dédié aux 35 communes de L'agglomération Foix-Varilhes dont la population est inférieure à 1 000 habitants (Insee 2021).
- Il n'est pas cumulable avec les autres fonds de concours de L'agglomération Foix-Varilhes (voirie, logements sociaux communaux, pistes cyclables).
- Il prend la forme d'une subvention d'investissement dont le taux d'intervention est fixé à 50% maximum du coût prévisionnel HT du projet, dans la limite de l'enveloppe disponible et de 80% d'aides publiques. La participation de L'agglomération Foix-Varilhes ne pourra pas excéder l'autofinancement de la commune.

Dans ce contexte, la commune de Gudas a sollicité le soutien du fonds de concours dans le cadre de son projet de création d'un espace public : halle, parking végétalisé et espace de jeux.

Il s'agit pour la commune de construire une halle de 320 m<sup>2</sup> et d'une dépendance de 60 m<sup>2</sup> sur la place publique au centre du village.

Cet espace multifonction permettra aux commerçants itinérants d'avoir un lieu pour s'installer (boulangers, bouchers, épiciers...) et de tenir un marché en circuit court avec des producteurs locaux. Ce lieu sera également mis à disposition des associations de la commune, mais aussi des habitants et des jeunes en particulier.

La halle sera construite en bois local avec charpente traditionnelle. Une centrale photovoltaïque sera installée sur le toit de la halle et les toits juxtaposés.

La commune sollicite pour ce projet l'intégralité de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité, à savoir 20 000 €.

Le plan de financement prévisionnel du projet est le suivant :

	Montant (en €)	Part (en %)	Sollicité	Obtenu
Etat – DETR 2021, DETR 2022	61.933€	26%		<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil régional	47.512€	20%	<input checked="" type="checkbox"/>	
Conseil départemental – FDAL 2021, FDAL 2022	45.557€	19,1%		<input checked="" type="checkbox"/>
L'agglo	<b>20.000€</b>	8,4%	<input checked="" type="checkbox"/>	
Total aides publiques	<b>175.002€</b>	<b>73,6%</b>		
Autofinancement	62.559,71€	26,3%		
Coût total HT	<b>237.561,71€</b>	<b>Env. 100%</b>		

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

- Article 1 :** **ATTRIBUE** un fonds de concours d'un montant de 20 000 € au titre du fonds de soutien à la ruralité à la commune de Gudas, pour son projet de création d'un espace public : halle, parking végétalisé et espace de jeux.
- Article 2 :** **AUTORISE** le président à notifier la subvention à la commune de Gudas.
- Article 3 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.
- Article 4 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

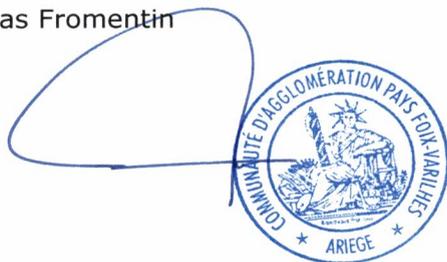
Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS FOIX - VARILHES  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Séance du 1 février 2023 à 18H30

**2023/018 Ruralité / Attribution d'un fonds de concours au titre du fonds de soutien à la ruralité relatif au projet de création d'un abris bus à Pradières**

Nombre de membre en exercice	Membres présents	Membre représenté	Votant	VOTES		
				Pour	Contre	Absentions
70	54	5	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 26 janvier 2023 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRESENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Michel Mabillet (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Chloé Dallidet (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Denis Belard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Julie Van Molle (Varilhes), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTES :**

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba

Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié

Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes

Sylvie Estrade (Loubens) procuration à Régis Lassus

Sylvie Berges (Verniolle) procuration à Annie Bouby

**ABSENTS :**

Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Alban Aloyz (Ventenac), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Michel Caux est élu secrétaire de séance.

**2023/018****Ruralité / Attribution d'un fonds de concours au titre du fonds de soutien à la ruralité relatif au projet de création d'un abris bus à Pradières**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglomération Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglomération Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Il est rappelé les principes suivants :

- L'enveloppe globale du fonds de soutien à la ruralité est de 520 302 € et court jusqu'au 31 décembre 2025.
- Ce fonds est dédié aux 35 communes de L'agglomération Foix-Varilhes dont la population est inférieure à 1 000 habitants (Insee 2021).
- Il n'est pas cumulable avec les autres fonds de concours de L'agglomération Foix-Varilhes (voirie, logements sociaux communaux, pistes cyclables).
- Il prend la forme d'une subvention d'investissement dont le taux d'intervention est fixé à 50% maximum du coût prévisionnel HT du projet, dans la limite de l'enveloppe disponible et de 80% d'aides publiques. La participation de L'agglomération Foix-Varilhes ne pourra pas excéder l'autofinancement de la commune.

Dans ce contexte, la commune de Pradières a sollicité le soutien du fonds de concours dans le cadre de son projet de création d'un abris bus.

La commune projette de mettre aux normes un abri bus utilisé pour le transport scolaire.

La commune sollicite pour ce projet une partie de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité, à savoir 1 781,99 €.

Le plan de financement prévisionnel du projet est le suivant :

	Montant (en €)	Part (en %)	Sollicité	Obtenu
L'agglomération	<b>1.781,99€</b>	50%	<input checked="" type="checkbox"/>	
Total aides publiques	<b>1.781,99€</b>	<b>50%</b>		
Autofinancement	1782€	50%		
Coût total HT	<b>3.563,99€</b>	<b>100%</b>		

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **ATTRIBUE** un fonds de concours d'un montant de 1 781,99 € au titre du fonds de soutien à la ruralité à la Commune de Pradières, pour son projet de création d'un abris bus.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à notifier la subvention à la commune de Pradières.

**Article 3 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

**Article 4 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

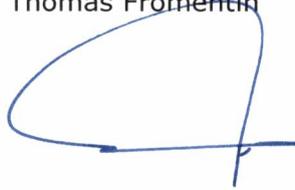
Fait et délibéré, le 1 février 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



*Le présent acte administratif est contestable dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal de Toulouse.*